



Pétition : Plaidoyer en faveur d'une politique économique durable et solidaire

Celui qui recherche la prospérité doit le faire à l'aide d'outils de mesure convenables

Le 23 avril 2007 (= 20 ans Rapport Brundtland!), la présente pétition sera remise au Gouvernement belge. La Secrétaire d'Etat Els Van Weert en assurera la réception. La pétition aura, entre-temps, été signée par plus de 450 scientifiques, de personnalités et d'organisations de renom. En tant que Concertation flamande autour du Développement durable, nous soutenons l'initiative de Dirk Barrez et de Peter Tom Jones visant à encourager l'usage d'outils convenables pour évaluer une politique Durable.

Nous souhaitons également initier en Flandres et en Belgique un mouvement en faveur d'un mesurage économique approprié. Si cela vous intéresse aussi, signez cette pétition !

Pourquoi le PNB est-il un mauvais fil conducteur pour la politique économique ?

Dans le modèle actuel de calcul, l'on part encore du point de vue que le "Produit National Brut" (PNB) constitue un bon indicateur de la prospérité sociale. Mais cette échelle de mesure PNB affiche de sérieuses lacunes qui, souvent déjà, ont mené à des conclusions erronées sur le plan politique. Nous voulons ici en résumer les objections les plus importantes.

PRIMO. Le PNB constitue un mauvais indicateur de la prospérité économique réelle d'une économie nationale. Dans le modèle PNB, la valeur ajoutée monétaire se trouve en haut de la liste, alors que les valeurs sociales et écologiques, qui ne peuvent être immédiatement transcrites en équivalent monétaire, demeurent ignorées. Le PNB additionne toutes les activités économiques formelles, sans opérer de différence entre les activités positives et négatives. Selon le PNB, nous nous enrichissons, par exemple, de tous les coûts occasionnés par une collision en chaîne ou une catastrophe pétrolière.

D'autre part, le PNB nie toute une gamme d'activités qui, il est vrai, stimulent la prospérité, mais n'appartiennent pas à l'économie formelle. Les éléments ayant trait à la reproduction et à la santé, qui sont essentiels à toutes les sociétés et sur lesquels reposent les fonctions économiques "productives" sont ignorées.

La même chose vaut pour les services environnementaux qui fournissent des écosystèmes à titre gracieux, comme par exemple l'eau pure, l'air pur, un climat stable, le recyclage des nutriments. Ce n'est que lorsque ces fonctions sont mises en péril et que des activités économiques sont requises pour les rétablir – pour autant que cela soit possible – que le PNB s'accroît. Pourrait-on imaginer chose plus illogique?

Les chiffres du PNB dédaignent finalement la manière dont les revenus nationaux sont répartis. Un pays qui affiche des chiffres astronomiques de croissance dont les fruits reviennent à une petite minorité, enregistrera de bons résultats au classement PNB, bien que les inégalités sociales y prennent des formes inhumaines. Tout cela fait que la croissance économique selon le PNB devient parfois la "croissance non-économique" : une croissance dont les profits marginaux ne contrebalancent plus les coûts marginaux.

SECUNDO. Il ressort d'études sociologiques en matière de bien-être subjectif que, à partir d'une certaine quantité, l'argent ne fait pas vraiment le bonheur. Lorsque, pour plusieurs pays, l'on compare, à un moment donné, le niveau moyen de bonheur avec le niveau moyen de revenus par personne, l'on découvre que pour des niveaux très bas de revenus le niveau de bonheur croît fortement lors d'une augmentation des revenus. A partir d'une certaine valeur-seuil, la courbe de bonheur croît toutefois de manière de plus en plus réduite, ce qui signifie donc qu'un accroissement ultérieur des revenus n'engendre plus d'effet digne de ce

nom. Si l'on examine, pour un pays ("riche") donné l'évolution dans le temps de la satisfaction de vie, l'on constate que, en dépit d'une croissance considérable du PNB moyen/personne, le niveau de bonheur ne s'accroît pas. Dans les pays riches, la croissance du PNB constitue, par conséquent, une manière très inefficace d'accroître le bien-être subjectif des personnes.

TERTIO. L'effet mondial de la pensée en termes de PNB national est néfaste. Pour combattre la pauvreté dans le monde, il faudrait une croissance économique globale. La réalité démontre cependant que la croissance économique mondiale n'est qu'une manière très inefficace de concrétiser une réduction de la pauvreté. C'est ce qu'il ressort principalement d'une étude récente de la New Economics Foundation : réduire de 1 dollar la pauvreté requerrait dans la période allant de 1990 à 2001 une croissance économique mondiale du PNB de 166 dollars. L'effet de transmission de la croissance économique au niveau mondial est quasiment nul. De plus, il s'agit souvent d'une croissance économique qui entraîne des coûts environnementaux énormes qui, une fois de plus, touchent les plus pauvres de manière disproportionnée.

QUARTO. Les données scientifiques disponibles montrent que, déjà maintenant, l'impact mondial sur l'environnement dépasse la capacité de la terre, avec le réchauffement global et la perte rapide en matière de biodiversité comme conséquences les plus connues. Vient s'y ajouter le fait qu'environ 80% de l'impact total sur l'environnement provient des 25% les plus riches de la population mondiale. Cette classe de consommation est en voie de mondialisation. Dans les pays à croissance rapide comme la Chine et l'Inde, l'on compte environ 400 millions de "nouveaux consommateurs". Dans un monde à capacité écologique limitée, l'impact sur le milieu de cette classe de consommateurs peut difficilement être généralisé à toute la population mondiale. Pour pouvoir vivre de manière digne, 75% des plus pauvres dans le monde devraient cependant avoir droit à une part plus grande du gâteau écologique. Le principe de la durabilité économique requiert d'autre part que l'échelle biophysique totale de l'économie mondiale ne s'accroisse pas plus, eu égard au fait que la capacité mondiale est aujourd'hui déjà dépassée. Pour un tel scénario (équité mondiale + durabilité écologique), les scientifiques ont déjà calculé que le flux de matériaux et d'énergie au travers de l'économie occidentale devrait se réduire à raison d'un facteur de 10 (90% de réduction donc). Cette donnée scientifique est difficilement réconciliable avec la croissance infinie du PNB dans les pays riches. Une autre économie est requise d'urgence.

CONCLUSION : le modèle actuel axé sur la croissance du PNB

- (1) mène à un nombre croissant de cas de "croissance non-économique",
- (2) contribue peu au bien-être des personnes dans les pays industrialisés,
- (3) contribue au niveau mondial de manière dérisoire à l'amenuisement de la pauvreté, et
- (4) n'est pas tenable sur le plan écologique.

Les économistes et toute la société devraient par conséquent récuser de manière rigoureuse le PNB en tant qu'indicateur en matière de politique économique. Il n'empêche qu'aujourd'hui encore ce système constitue la base analytique pour le calcul des programmes et des projets budgétaires de partis politiques. La même chose vaut au niveau européen, n'en témoigne que l'objectif inconditionnel de croissance de 3% de la stratégie de Lisbonne.

Un autre modèle de calcul s'impose, un modèle qui va bien plus loin que la simple prise en considération de transactions monétaires. Il est proposé de travailler dorénavant avec une série d'indicateurs qui soulignent les diverses dimensions d'un véritable développement durable : la prospérité économique réelle, la durabilité écologique, la prospérité de l'être humain et le bien-être subjectif. Il est assez étrange de constater que de tels indicateurs existent depuis longtemps déjà. Nous nous référons, respectivement, à l'Indice de Prospérité économique durable, l'Empreinte écologique, l'Indice de développement humain et l'Indice

de satisfaction de vie. Même la banque mondiale a insisté, dans son rapport récent "Où est la richesse des nations?", sur l'importance d'utiliser de tels indicateurs pour calculer la durabilité du fonctionnement économique.

En ce qui concerne la mesure de la prospérité économique, l'Indice de Prospérité économique durable est un bon candidat au remplacement du PNB. Cet indicateur opère une distinction entre les activités économiques positives et négatives, prend les activités informelles d'accroissement de la prospérité en compte, et aussi l'inégalité de la répartition des revenus. La perte de "capital naturel" est aussi actée. Mais bien que cet indice soit déjà bien meilleur, il n'est bien sûr pas parfait.

A côté de cela, nous souhaitons bien évidemment aussi attirer l'attention sur le Revenu national durable, qui s'appuie sur des recherches reconnues internationalement et faites par le Dr. Roefie Hueting. Contrairement à l'Indice de prospérité économique durable, le RND ne puise pas son origine dans le PNB existant factuellement et dans des corrections nécessaires, mais dans la supposition – correcte – que bon nombre de préférences humaines à l'égard de l'environnement et de l'utilisation des matières premières et de l'énergie ne sont pas prises en compte par le marché ou n'y figurent pas (il suffit de penser aux intérêts de nos enfants et nos petits-enfants). Ce revenu permet de calculer le revenu national qui est adapté à une combinaison de toutes ces préférences. Ce revenu national durable hypothétique semble se situer des dizaines de % en dessous du revenu national tel que nous le connaissons.

Quoi qu'il en soit, nous plaidons pour une autre méthode de calcul. Elle exige une volonté politique, qui n'est souvent affichée que quand il existe une surface sociale étendue.

Il est possible de formuler et d'appliquer une politique économique autre et meilleure par le biais d'un modèle de calcul qui se greffe explicitement sur des valeurs telles que la durabilité écologique, l'équité sociale et la responsabilité mondiale. Il n'est plus possible de nier encore les effets pervers de notre "progrès économique". Il s'agit de la condition sine qua non d'un développement durable authentique. Selon le Sénat belge, et sous peu selon la Chambre, il s'agit d'ailleurs d'un objectif qu'il faut inscrire dans la Constitution.

Premiers signataires :

Leida Rijnhout (coordinatrice VODO), Guy Capals (UCOS) Ward Bosmans (coordinateur Terra Reversa), Alma De Walsche (journaliste MO*, Terra Reversa), Vera Dua (présidente de Groen!), Bart Martens (parlementaire flamand, sp.a), Magda Aelvoet (membre de l'administration Groen! Brabant flamand, Ministre d'Etat), Dirk Van der Maelen (chef de groupe sp.a à la Chambre) Mathias Bienstman (collaborateur de la campagne Netwerk Vlaanderen), André Bogaert (citoyen inquiet, Terra Reversa), Veerle Breemeersch (citoyen inquiet, Terra Reversa), Emmelien Callewier (Psychologue, équipe R-T), Bart Coenen (rédaction de Velt), Patrick Cohen (au nom d'Attac Vlaanderen), Jan Cuykens (psychologue, président des aînés verts d'Anvers), Ludo De Brabander (vzw Vrede), Louis De Bruyn (président de Wervel), Pascal De Bruyne (collaborateur éducation à Oxfam Solidariteit, Terra Reversa), Jan De Coninck (géologue), Vicky De Meyere (anthropologue, Centre de Santé Mentale de Bruxelles), Saïd El Khadraoui (Parlementaire européen sp.a), Dirk Geldof (sociologue, collaborateur politique Groen!), Gert Goeminne (docteur en physique, Ecolife vzw), Dirk Holemans (Victoria Deluxe), Roger Jacobs (philosophe, auteur), Els Keytsman (économiste, collaborateur politique Groen!), Leen Laenens (présidente d'Oxfam-wereldwinkels), Jeroen Lavreysen (citoyen inquiet, Terra Reversa), Francine Mestrum (lecteur ULB, Conseil Scientifique Attac-Vlaanderen), Frank Monsecour (lecteur leefmilieu), Jef Peeters (doctorant en philosophie et éthique à la Katholieke Hogeschool Leuven, rédacteur en chef d'Oikos), Jan Rutgeerts (Global Society vzw), Bart Staes (parlementaire européen Groen!), Gerlinda Swillen (présidente du Masereelfonds, Jan Turf (coordinateur

politique Bond Beter Leefmilieu), John Vandaele (journaliste-auteur), Paul Vanden Bavière (journaliste, Uitpers,), Saar Van Hauwermeiren (BBL), Anne Van Lancker (parlementaire européenne sp.a), Pieter-Jan Van de Velde (administrateur Oxfam Wereldwinkels vzw), Jeanneke van de Ven (coordinatrice Aardewerk), Jenny Walry (publiciste)

Une initiative de :

Peter Tom Jones (post-doctorant à la KULeuven, co-auteur de Terra Incognita), Dirk Barrez (auteur de *Ik wil niet sterven aan de XXste eeuw* et de la lettre électronique *PALA-brief over onze globaliserende wereld*).

Oui, je signe cette pétition !

Et je donne mon autorisation à ce que mes coordonnées soient inscrites sur le formulaire électronique du site www.vodo.be (auparavant www.oikos.be).

Nom :

Organisation :

Adresse :

Domicile :

Email :

Date et signature :

NB : Vous pouvez également signer la pétition directement sur le site www.vodo.be.